



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

23/04/2026

Économie :

la panne ou un approfondissement de la crise d'accumulation et de profitabilité du capital ?

Certes, le Produit Intérieur Brut (PIB) est un indicateur économique contestable dans sa construction ou les hypothèses retenues comme pour le PIB non marchand (comment calculer la valeur ajoutée d'une caserne de pompiers, de l'équipe pédagogique d'une école, d'un centre pénitencier, etc.) Pour autant, son évolution (hors changement de méthodes de calcul, évidemment), demeure un indicateur encore assez fiable de l'état d'une économie.

Ainsi, les révisions de croissance du PIB, se succédant dans l'Union européenne, nous avertissent des difficultés à venir au sujet des activités économiques et pour les travailleurs.

- Les autorités allemandes ont annoncé une révision de la croissance pour 2026 à +0,5% contre 1,0% précédemment et, pour 2027, ce serait plutôt 0,9% que 1,3% ;
- Selon le FMI, la croissance italienne serait en 2026 de +0,5% (comme en 2025) plutôt que de +0,8% et, en 2027, encore +0,5% plutôt que +0,7% ;
- L'Espagne dénote avec des prévisions revues en hausse pour 2026 à 2,3% contre 2,2% et +1,7% en 2027 contre +1,9% précédemment ;
- Enfin en France, la Banque de France prévoit une croissance de +0,9 en 2026 contre 1,0% précédemment et 0,8% en 2027 contre 1,0% précédemment.

De tels taux de croissance ne permettraient pas aux différentes économies de résorber le chômage ou le sous-emploi. En France, une différence de 1 point de PIB en supplément permettrait 300 000 emplois supplémentaires dans le secteur marchand, ce qui n'est pas si mal mais reste en deçà des besoins des travailleurs. Il existe d'autres besoins dans le secteur non marchand, mais cette création d'emplois dépend de considérations budgétaires et nous savons ce qu'il en est aujourd'hui dans l'Union européenne concernant cette question avec des budgets restreints afin de limiter la dette publique (nous dit-on).

Il en va de la crise énergétique actuelle comme celle de 1973 : elle devient l'alibi au ralentissement économique présenté comme conjoncturel alors qu'il est bel et bien structurel. De fait, même avant les événements au Moyen Orient, les prévisions de croissance ne se caractérisaient pas par un grand optimisme : la désindustrialisation, la concurrence chinoise, la désorganisation des marchés internationaux de biens et services « *made in US* », la démographie en berne, la capacité à former des techniciens et ingénieurs, les politiques budgétaires restrictives, en un mot tout un faisceau de facteurs (ici non exhaustif) contribue à ce blocage des économies européennes, ne dégageant plus, au yeux du capital, suffisamment de profits.

Comme les gouvernements ne peuvent décidément accélérer, le pied sur le frein, certains ont décidé de sortir la grosse artillerie dans tous les sens du terme : grande loi de programmation d'armements, « budget bazooka » (sic) en Allemagne avec la création d'un fonds spécial de 500 milliards d'euros consacré aux infrastructures (y compris écoles), plus des dépenses d'armement supérieures à 1% du PIB (plus ou moins sous contrainte de l'OTAN). En France, le Premier ministre annonce un grand plan d'électrification et comme en 1973, une volonté

affirmée de soutenir la filière électronucléaire. La France a également un grand plan pluriannuel de programme militaire.

A l'instant, ces grandes décisions ne semblent pas en mesure de redonner de la couleur aux prévisions de croissance. Quant à la crise énergétique, l'Union européenne, force est de le constater n'y était pas préparée, sans doute trop soucieuse d'assurer aux entreprises du secteur un environnement propice à la rentabilité plutôt que d'une réelle politique énergétique au service des besoins des populations. Désormais, pour éviter le grand désordre de 2022, consécutif à la montée du prix de gaz naturel (avant le début des hostilités en Ukraine), la Commission prépare « un paquet énergie » afin de bloquer toute initiative intempestive de gouvernement pressé par l'urgence sociale.

L'investissement privé est également ralenti, non pas que les rats quittent le navire. En ce moment, les capitalistes attendent des conditions plus propices pour investir. Cette prudence, imparfaitement contrebalancée par la commande publique, participe à la spirale récessive puisque les carnets de commande se remplissent moins.

Le capital commande selon ses propres intérêts et rien n'empêche sa mobilité d'une zone à l'autre. En conclusion, la politique économique ou monétaire des États n'est plus décisive pour régler les activités économiques et financières, puisqu'il s'agit pour les gouvernements de répondre, quoi qu'il en coûte, au cahier revendicatif... du capital. Et une période dite de crise, est davantage propice à avancer des exigences plus fortes.

[© Copyright](#)